

Article

« L'histoire des femmes. Construction et déconstruction d'une mémoire sociale »

Nadia Fahmy-Eid

Sociologie et sociétés, vol. 29, n° 2, 1997, p. 21-31.

Pour citer cet article, utiliser l'adresse suivante :

<http://id.erudit.org/iderudit/001239ar>

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <http://www.erudit.org/apropos/utilisation.html>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : erudit@umontreal.ca

L'histoire des femmes. Construction et déconstruction d'une mémoire sociale



NADIA FAHMY-EID

Le lien entre histoire et mémoire semble si bien aller de soi qu'il risque d'apparaître comme une évidence banale. Pourtant, la réflexion historique ne cesse, depuis quelques décennies déjà, de s'interroger sur le rapport dialectique qui les unit. Comment la mémoire collective alimente-t-elle la vision du passé, et surtout sa reconstitution dans le cadre et sur le mode du présent ? Quel type de richesse, ou encore de distorsion, la mémoire introduit-elle dans cette reconstitution ? Mais d'abord de quoi est faite cette mémoire ? Qu'elle soit individuelle ou collective, on sait bien qu'elle est avant tout sélective. Quelles sont alors les règles majeures de cette sélectivité, et ses effets sur la remémoration du passé collectif et sur les références dont celui-ci fait l'objet ? De plus, s'agit-il d'une sélection spontanée ou est-elle induite par les groupes sociaux en situation de pouvoir ? Nous reviendrons plus loin sur cette dernière interrogation.

À ces questions relatives à la mémoire des sociétés correspondent celles qui renvoient à la transcription officielle de cette mémoire à travers l'historiographie. On sait comment cette dernière tend à prendre en charge la mémoire collective, ou du moins à l'ambition de le faire. On pourrait alors s'interroger sur les modalités que revêt cette prise en charge ainsi que sur sa légitimité. Dans un ouvrage intitulé *Histoire et mémoire*, Jacques Le Goff a réfléchi sur le rapport dialectique entre ces deux formes d'appropriation du passé collectif. Il affirme à ce sujet : « Des tendances naïves récentes semblent presque identifier l'une avec l'autre et même préférer en quelque sorte la mémoire, qui serait plus authentique, plus "vraie", à l'histoire, qui serait artificielle et consisterait surtout en une manipulation de la mémoire » (Le Goff, 1981, p. 10). Mais qu'en est-il au fond de la fiabilité de cette mémoire à laquelle certains sont prêts à faire spontanément crédit, s'interroge Le Goff ? Il n'estime pas, quant à lui, devoir attribuer à ce qu'il qualifie pourtant de « matière première de l'histoire » ou encore de « vivier où puisent les historiens », une authenticité ou une neutralité plus grande que celle qui caractérise l'histoire. Il s'en explique en ces termes : « Parce que son travail est le plus souvent inconscient, [la mémoire] est en fait plus dangereusement soumise aux manipulations du temps et des sociétés qui pensent que [ne l'est] la discipline historique elle-même » (*ibid.*).

C'est à partir d'une perspective dichotomique analogue que Roger Chartier critiquait récemment le type d'histoire produite par des « communautés particulières » dans la société américaine. Il s'agit, affirme-t-il, d'un « discours historique qui justifie les intérêts du présent à partir de la construction d'un passé imaginé. Il y a là... une possible perversion de l'histoire,

identifiée à sa fonction de mémoire et non de savoir » (Ehrenberg *et al.*, 1996, p. 134). Antoine Prost abonde dans le même sens lorsqu'il conclut ses *Douze leçons sur l'histoire* en affirmant : « La mémoire se justifie à ses propres yeux d'être moralement et politiquement correcte et elle tire sa force des sentiments qu'elle mobilise. L'histoire exige des raisons et des preuves... L'histoire ne doit pas se mettre au service de la mémoire ; elle doit accepter la demande de mémoire, mais pour la transformer en histoire. » (Prost, 1996, p. 306.)

On peut penser toutefois que, dans la pratique, le rapport entre mémoire et histoire échappe à une dichotomie trop rigide. En fait, depuis plusieurs décennies déjà, l'histoire — fort heureusement — ne cesse de s'interroger sur elle-même et sur les conditions de sa scientificité. Elle en arrive aujourd'hui au constat prudent qu'aussi savante soit-elle, elle n'est jamais pour autant totalement innocente. Le Goff admet, que l'histoire reste « un arrangement du passé, soumis aux structures sociales, idéologiques, politiques dans lesquelles vivent et travaillent les historiens ». Toutefois, contrairement à la mémoire, l'histoire n'échappe pas à l'obligation de rendre compte de ce qu'elle énonce, et surtout elle ne peut se soustraire à un devoir de vérité qui, malgré ses limites et les mises en garde qu'il suscite, demeure son ambition première et finalement l'objectif qui justifie son existence même (Le Goff, 1996). Il s'agit là d'un postulat à la fois éthique et épistémologique traduisant un courant historiographique qui n'exclut pas le devoir de vérité de l'histoire, et n'occulte pas non plus l'inévitable subjectivité de ceux et celles qui l'écrivent (Marrou, 1954 ; Carr, 1961 ; Fahmy-Eid, 1991 ; Prost, 1996).

Cependant, au-delà des éternelles querelles entre objectivistes et relativistes, on retrouve fréquemment un consensus autour du postulat affirmant que l'histoire est inévitablement construite. Dans l'amalgame informe et la somme infinie des traces du passé — que celles-ci soient inscrites dans la mémoire orale des peuples ou consignées dans des sources écrites — l'histoire opère un tri. Elle sélectionne, taille et organise les vestiges du passé à partir de perspectives et d'interrogations issues du présent. En ce faisant, elle se retrouve à imprimer son empreinte à la mémoire collective, sinon à la reconfigurer selon des interprétations nouvelles et constamment renouvelées. Dans nos cultures où la mémoire orale a, au moins depuis Hérodote, cédé le pas à la mémoire écrite, le dialogue entre mémoire du passé et mémoire du présent se trouve inévitablement médiatisé par l'histoire.

La prise de conscience du caractère construit de l'histoire et de l'effet de cette construction sur la mémoire collective s'est aussi accompagnée de l'idée que l'intérêt des individus — et surtout de leur groupe d'appartenance — entrait inévitablement en ligne de compte dans l'élaboration du discours historien ; ce qu'un Michel de Certeau n'hésitera pas à identifier comme « l'opération historique » (1974). À cet égard, l'histoire marxiste avait certes déjà balisé le terrain en identifiant et en prenant en compte non seulement le rôle des classes sociales dans la dynamique de l'histoire, mais aussi l'efficacité d'un tel rôle dans l'élaboration du discours historien.

En poussant plus loin l'approche marxiste et en la raffinant, on découvrira cependant, en particulier dans la foulée des courants contestataires qui caractérisèrent les décennies soixante et soixante-dix, qu'au-delà ou du moins à côté d'une histoire ouvrière ou bourgeoise, il y avait également des histoires de groupes autres (femmes, Noirs, homosexuels, etc.). Ces histoires pouvaient n'exister que sous une forme embryonnaire, ou même sur un mode encore virtuel, mais elles n'en revendiquaient pas moins leur droit à l'existence. C'est ainsi que verra graduellement le jour une historiographie des groupes sociaux marginaux, ou plus précisément marginalisés. On se questionnera dès lors sur la mémoire collective et parfois sur l'absence de mémoire de ces groupes. S'agit-il vraiment d'une mémoire absente, ou plutôt effacée, sinon interdite ? Poser la question en ces termes renvoie inévitablement à la question du pouvoir et à son efficacité dans la construction et la préservation de la mémoire collective. Se pourrait-il que la mémoire d'un groupe reflète le pouvoir dont ce dernier dispose dans une société donnée ? Se pourrait-il que la récupération que ce groupe opère de sa mémoire soit un élément important de sa prise de conscience et de l'affirmation de son identité, donc d'une forme possible de récupération de pouvoir ? Michel Foucault avait déjà réfléchi à ces questions à travers une problématique renvoyant à une archéologie du savoir et, plus spécifiquement, au rôle de l'histoire dans cette archéologie (Foucault, 1969, 1976).

Mémoire récupérée en fonction du présent, mémoire retranscrite au moyen d'une histoire qui se construit et se raconte. Une histoire qui, en fait, se remémore de plus en plus d'éléments du passé au fur et à mesure qu'elle prend la peine de se raconter. Tel fut le cas de l'histoire ouvrière, de celle des Noirs, de l'histoire des Juifs, etc. Tel sera également le cas de l'histoire des femmes.

Comme les autres groupes sociaux qui ont cherché à se réapproprier à la fois leur mémoire et leur histoire, les femmes, et plus précisément les intellectuelles féministes de la fin des années 1960, ont commencé à se rendre compte jusqu'à quel point l'historiographie courante avait jusqu'alors ignoré les femmes. La grande histoire, celle de la diplomatie et des guerres, celle des chefs et des héros, l'histoire officielle s'entend, les avait tout simplement oubliées. La mémoire collective des femmes devenait pourtant de plus en plus vive et aiguisée à l'endroit de leur présence au monde, de la place qu'elles y occupaient et des rôles qui leur étaient dévolus. Comment expliquer cependant l'amnésie collective à ce sujet ? Et le silence de l'historiographie qui s'ensuivait ? Se pourrait-il que la mémoire historique ait un sexe ? Se pourrait-il même que la mémoire tout court en ait un ? Se pourrait-il enfin que la transcription historique de la pensée et de l'expérience des femmes soit le lieu et l'enjeu d'une véritable lutte de pouvoir entre les sexes ? C'est à ce type de questions que les intellectuelles féministes en viendront très vite à réfléchir. Nombre de titres de travaux publiés au cours des années 1970 portent d'ailleurs la trace de ce questionnement : *Women out of History : A Herstory Anthology* (Forfreedom, 1973), *Liberating Woman's History* (Carroll, ed., 1976), *Pas d'histoire les femmes...* (Bouchardeau, 1977), *L'histoire sans qualités* (Dufrancatel, et al., 1979), « Découvrir la mémoire des femmes » (Dumont-Johnson, 1981), etc.

C'est également ce type de questions que nous aborderons dans le cadre de cet essai qui vise à réfléchir sur les conditions d'émergence, la signification, mais aussi les défis de la construction d'une mémoire sociale des femmes.

MÉMOIRE SOCIALE DES FEMMES ET HISTOIRE FÉMINISTE : UN RAPPORT DIALECTIQUE

Lorsque émerge un mouvement de libération des femmes à la fin des années 1960, la prise de conscience du « nous » à laquelle il donne lieu est trop ancrée dans le présent, ou même projetée vers l'avenir, pour faire vraiment place au passé et au travail de la mémoire. Les urgences apparaissent nombreuses sur tous les plans et la conscience de l'inégalité entre hommes et femmes dans toutes les sphères (publiques et privées) commande alors des stratégies et des actions immédiates. Mais, très vite, le présent féminin apparaît tributaire du passé. Très vite également, les iniquités que ce présent révèle sont perçues comme plongeant leurs racines dans le temps, que celui-ci soit proche ou lointain. Sont alors soulevées des interrogations du type : « Comment se fait-il que les femmes en soient arrivées là en ce qui concerne leur faible scolarisation, leur cantonnement dans des travaux non qualifiés et mal rétribués, l'injustice du droit civil et familial à leur égard, ou encore leur si difficile accès au suffrage et à l'exercice du pouvoir politique, etc. ? » Ces questions suscitèrent rapidement la volonté de savoir quand et sous quelles formes ces conditions injustes avaient commencé à exister, quand et pourquoi elles avaient évolué ou encore étaient restées stationnaires. En somme, quels facteurs auraient pu ralentir ou, au contraire, accélérer le changement dans le passé, étant donné que c'est bien le changement qui demeure l'objectif ultimement visé dans le présent.

Mais comment l'histoire féministe pouvait-elle espérer répondre à des questions semblables alors qu'elle se butait à une historiographie officielle aussi muette sur ces sujets que les archives auxquelles elle puisait ? Arlette Farge dira à cet égard :

Mémoire nécessaire, mémoire qui bute aussitôt contre les raisons de son inexistence : tout est à faire, tout est à chercher, puisque l'histoire dans son récit asexué du déroulement du temps a gommé les femmes et ne donne aux chercheuses qu'une longue série de sources masculines où à nouveau se redouble le problème de l'inexistence féminine (Farge, 1984, p. 20-21).

On se tourna dès lors vers les sources féminines de la mémoire, mais pour se rendre vite compte que tous les problèmes n'étaient pas résolus pour autant. Non seulement ces sources plongeaient-elles parfois leurs racines dans un temps trop court, mais celui-ci charriait souvent des souvenirs trop épars. Certes les mères, les grand-mères ou les grand-tantes avaient des témoignages éloquents à livrer sur leur jeunesse et leurs expériences de vie, mais les bribes du passé qui affleuraient à travers leurs récits constituaient souvent un écheveau difficile à démêler. Sans compter la diversité des parcours individuels susceptibles soit d'atténuer soit, au contraire, d'exacerber des conditions objectivement oppressives, mais qui pouvaient être vécues très différemment selon la situation personnelle de chaque femme. On a donc vu apparaître bien vite le besoin de se tourner vers une mémoire des femmes dont les sources autant orales qu'écrites seraient nombreuses et diversifiées ; vers une mémoire qui serait d'autant plus signifiante que ses racines plongeraient dans un temps plus long.

En se penchant sur les correspondances familiales, les journaux intimes ou encore quelques rares autobiographies, on commença à recueillir dans plusieurs sociétés occidentales une masse non négligeable de témoignages féminins. En écoutant et en comparant ces voix du passé, on se rendit compte que, à l'image des mères et des grand-mères, les femmes lettrées — celles qui pouvaient écrire leur vie et leur pensée et non seulement les dire — livraient des expériences et des souvenirs bien différents de ceux de leurs maris, de leurs frères ou de leurs contemporains en général (Cott, 1977 ; Lemieux, 1989 ; Smith, 1981 ; Strong-Boag, 1988). Pouvait-on, à partir de là, parler d'une mémoire sexuée ? La tentation était grande. D'autant plus que certaines études ethnologiques avaient dans le passé débouché sur des conclusions qui confirmaient cette hypothèse (Mead, 1979 ; Segalen, 1981). On tendait ainsi à attribuer aux femmes une mémoire concrète, attachée aux détails de la vie quotidienne, ponctuée par des événements importants de la vie familiale (naissances, baptêmes, mariages, décès, etc.). Les souvenirs que charriait cette mémoire constituaient une mosaïque d'expériences et d'événements, heureux ou malheureux, dont la lecture pouvait se faire à plusieurs niveaux. Sur le plan culturel en particulier, ils révélaient un univers de mœurs et de coutumes, de façons non seulement de dire et de faire (Segalen, 1980 ; Verdier, 1979), mais aussi de penser et de sentir qui semblaient relever d'un mode d'existence, sinon d'un mode d'être féminin (Degler, 1980 ; Smith-Rosenberg, 1975-76). De toute évidence, les femmes livraient de leur passé des images différentes de celles des hommes. À ces derniers on tendra à attribuer, comparativement, une mémoire dite abstraite, susceptible de transcender le quotidien et les détails matériels qui s'y rattachent pour s'arrêter aux grands événements qui ponctuent la vie publique : élections, révolutions, crises économiques, etc.

Toutefois, au lieu de conclure trop hâtivement à l'affirmation d'une mémoire duelle sexuée, plusieurs historiennes féministes qui scrutaient les souvenirs des femmes pour y puiser la substance d'une histoire à bâtir (une *her-story*), parleront plutôt d'une mémoire différenciée selon les expériences de vie. Rappelant les résultats d'une étude qui compare les souvenirs de deux femmes déportées dans un camp de concentration nazi, S. Van de Castele-Schweitzer et D. Voldman soulignent la prévalence chez chacune d'elles d'une forme très différente de mémoire correspondant à leurs statuts et à leurs rôles sociaux, ainsi qu'à l'image qu'elles avaient d'elles-mêmes, bref à leurs identités sociales respectives (Van de Castele-Schweitzer et Voldman, 1984). Une autre étude menée auprès de femmes œuvrant dans la résistance française à la même époque débouche sur des conclusions analogues. Aussi, pour les deux auteures citées plus haut, « la mémoire est non pas sexuée, mais diversifiée selon les itinéraires individuels. Travailler sur son fonctionnement implique dès lors de typologiser selon le milieu social, le niveau d'études, l'habitude d'abstraire et de manipuler les modèles » (1984, p. 64). Cependant, qu'elle soit vue comme naturellement sexuée ou, ce qui apparaît plus vraisemblable, comme socialement différenciée selon les conditions de vie et les rôles sociaux de sexe (Bertaux-Wiame, 1985 ; Devreux, 1985), la mémoire des femmes sera une des sources premières à laquelle puisera l'historienne féministe.

Il s'avérait exact toutefois que, du moins jusqu'au milieu du xx^e siècle, le cadre social de la mémoire des femmes se limitait le plus souvent à la famille et à ce qu'on désignera plus

tard, par extension, comme la « sphère privée ». Il en allait de même d'ailleurs de l'imaginaire féminin tel qu'il se révélait, surtout au XIX^e siècle, à travers les romans féminins et les nouvelles — les genres littéraires auxquels s'adonnaient le plus souvent les intellectuelles scolarisées des classes moyennes dans plusieurs sociétés occidentales (Douglas, 1977 ; Solomon, 1985). L'histoire des femmes, si proche dès ses débuts de l'histoire sociale à laquelle elle emprunte ses problématiques et ses méthodes, s'est empressée de faire sa pâture de ces diverses sources de la mémoire. À travers idées et sentiments, images et symboles, ces voix féminines parlaient surtout de la vie privée. Cela permit de dévoiler des grands pans de la mémoire et de l'histoire des femmes que l'historiographie officielle finira d'ailleurs par intégrer graduellement dans ses frontières. C'est ainsi qu'on a vu apparaître des histoires de la vie privée et même des collections consacrées à cette fin (Duby et Ariès, 1985 ; Perrot, 1987). Tournant le plus souvent le dos à l'évocation des grands événements qui ont ponctué la vie publique, cette nouvelle forme d'histoire, de type anthropologique, se trouvait à accorder à d'importantes facettes « féminines » de la mémoire collective un statut de noblesse tout à fait nouveau.

Mais tous les problèmes de l'articulation de la mémoire des femmes à l'histoire générale n'étaient pas résolus pour autant. Mémoires et histoires de la vie privée restaient souvent avariées d'informations sur le rapport des femmes à la sphère publique. Or, non seulement la place des femmes ne s'est-elle jamais limitée à la sphère de la vie privée, loin de là, mais il faudrait peut-être se méfier d'une place aux frontières trop bien balisées. L'historienne Arlette Farge écrira à ce sujet :

Je ne veux pas à nouveau d'une mémoire tronquée [...] Voici l'histoire des femmes au hit-parade de l'Histoire ; après tout, cela se vend et « elles » ne diront plus qu'elles n'ont plus de place. Cela ne me convient pas réellement : une place que l'on vous assigne est toujours une place contrôlée, un enclos dont on ne sort pas toujours indemne, un ghetto où il ne fait pas vraiment bon vivre (Farge, 1979, p. 18.)

La nécessité d'articuler les sphères publique et privée dans la reconstitution de la mémoire et de l'histoire des femmes sera, depuis le début des années soixante-dix, une préoccupation majeure chez plusieurs intellectuelles féministes dont G. Lerner (1969), C. Smith-Rosenberg (1975-76), M. Z. Rosaldo (1980), J. Kelly (1984), M.J. Boxer et J.H. Quataert (1987), etc. Cependant, il y avait certains défis liés à la réalisation d'un tel objectif. Il fallait tout d'abord élaborer de nouvelles formes d'interrogation de la mémoire collective qui permettraient de repérer le rôle des femmes et l'efficace des rapports de sexe à tous les niveaux de la vie sociale et à toutes les étapes du changement sociétal. À cet égard, l'histoire orale a constitué un atout précieux comme nous le rappellent les bilans établis à ce sujet par quelques historiennes féministes (Perrot, 1982 ; Bradbury, 1987 ; Angers et Piette, 1988 ; Baillargeon, 1993). Mais, pour établir les jonctions qui s'imposent entre les dimensions publiques et privées de la mémoire, il fallait certes inventer des façons plus subtiles d'interroger les souvenirs des hommes et des femmes que ne l'avaient fait jusqu'ici l'histoire et la sociologie traditionnelles.

Enfin, pour donner droit de cité à l'expérience de vie des femmes et à l'intégration de leur passé dans la mémoire collective, il fallait résoudre également le problème crucial de l'absence des femmes de la majorité des fonds d'archives constitués, ces viviers où s'alimente ordinairement l'écriture de l'histoire. Que faire, en fait, face à des archives incomplètes ou même carrément muettes ? Dépôts de la mémoire collective bénéficiant d'un statut légitime qui permet de les entretenir et de les classer aux frais de la société, les archives publiques se sont avérées terriblement silencieuses quand on s'est mis à les interroger sur le passé féminin et la mémoire des femmes. Entre guerres et diplomaties, entre conquêtes et crises, à côté des hauts faits d'armes des hommes illustres, il n'y avait tout simplement pas de femmes. Absentes des vestiges (archivés) de la mémoire collective, ces dernières devenaient difficiles à repérer sur la scène publique. Ou alors on pouvait parfois les y entrevoir en arrière-plan, effacées derrière un mari ou un père dont elles devaient se contenter d'orner la mémoire ou de réchauffer le cœur.

Les historiennes féministes se rendront vite compte qu'une autre solution efficace à cette absence de sources officielles de la mémoire était non seulement de compléter par d'autres types de sources les archives existantes mais aussi, comme dans le cas des sources orales, de poser de nouvelles questions à ces mêmes documents d'archives. Il s'agissait en fait de procéder à une relecture des vestiges de la mémoire collective, tout en fouillant les recoins obscurs de cette mémoire. On pouvait espérer alors retrouver la trace des femmes dans les méandres d'une correspondance officielle qui ne les concernait pourtant pas de prime abord, au détour d'un témoignage judiciaire, d'un rapport d'experts ou d'un règlement quelconque où elles figuraient comme un sujet parmi d'autres. En procédant à des calculs attentifs, on pouvait même établir le nombre des sujets féminins, leur statut, leur comportement démographique, etc. On débouchera ainsi sur des résultats parfois étonnants, susceptibles de contredire les conclusions passées de l'historiographie officielle (Lavigne, 1983). C'est seulement à partir de ces nouvelles approches que l'histoire féministe pouvait espérer ramener à la surface du temps présent la mémoire et l'histoire des femmes, tout en les articulant à l'histoire globale afin d'éviter les pièges de la ghettoisation signalés par plusieurs.

L'HISTOIRE FÉMINISTE : POUVOIR DE LA MÉMOIRE OU MÉMOIRE DU POUVOIR ?

D'autres types de défis attendaient cependant les historiennes féministes dans leur quête du passé féminin. Ce sera tout d'abord la question du sujet-femme. De quelles femmes sommes-nous en train d'explorer la mémoire ? se demanderont ces historiennes. Quels groupes de femmes risquerions-nous d'oublier si nous ne retenions que les seules paroles de celles qui pouvaient parler ? La tentation était forte de s'en tenir aux traces écrites de la mémoire, plus facilement accessibles et décodables. Celles-ci menaient le plus souvent à des femmes illustres, à des héroïnes, rebelles ou martyres, à celles qui s'étaient signalées sur la place publique avec suffisamment d'éclat pour parler ou faire parler d'elles. La mémoire collective qu'on s'est trouvé à retracer ainsi restait incomplète et risquait d'enfermer l'histoire des femmes dans un horizon étroit. On se rendit vite compte que ni la vie des femmes « exceptionnelles », ni même celle des bourgeoises ou des femmes des classes moyennes qui s'exprimaient à travers lettres, journaux intimes ou romans, n'épuisaient à elles seules l'ensemble de la vie passée des femmes. Il fallait de toute évidence aller aussi à la recherche de toutes les autres vies (Carroll, 1976 ; Lener, 1979 ; Fraisse, 1984). Et d'abord, que signifiait la notion même « d'exceptionnalité » ? La réponse à ce sujet s'avérait loin d'être simple (Ryan-Johansson, 1973 ; Riot-Sarcey et Varikas, 1986 ; Planté, 1988).

Sous l'impulsion de la théorie marxiste, mais aussi des problématiques liées à l'histoire sociale, les historiennes féministes se sont alors tournées vers les masses féminines anonymes, celles qui étaient d'autant plus difficiles à retracer qu'elles se situaient plus bas dans la hiérarchie sociale. Même si elles ne parlaient pas fort, ces femmes agissaient pourtant et faisaient parler d'elles. On vit, dès la fin des années soixante-dix, fleurir une production historique qui se focalisera d'abord sur les ouvrières et leurs conditions de vie, puis s'étendra graduellement à divers groupes féminins des classes populaires : ménagères, filles-mères, prostituées, etc. Versé dans le creuset de la mémoire collective, ce nouveau savoir a eu l'avantage d'en élargir les frontières tout en alimentant de nouveaux champs de l'historiographie féministe. De plus, la majorité de ces groupes de femmes n'étaient pas confinés à la vie domestique, ce qui débouchera, au niveau historiographique, sur une vision plus complète et donc plus exacte de la vie passée des femmes.

Tout en reconnaissant les acquis de cette approche, l'historienne Joan Scott en soulignera cependant les limites. Se pourrait-il que l'histoire sociale des femmes opère l'intégration des sphères publique et privée en mettant au second plan la centralité des rapports sociaux de sexe ? Ces derniers se trouveraient subsumés en quelque sorte sous des cadres d'analyse où les femmes ne seraient qu'un groupe social parmi d'autres (Scott, 1988).

La philosophe Françoise Collin posera différemment le problème de l'articulation de la mémoire de la vie publique à celle de la vie privée. Elle soulignera le danger de ne retenir du vécu des femmes que le souvenir de leurs actions dans la sphère publique. Tout en reconnaissant les effets positifs d'une telle approche sur le plan politique, Collin en signale les pièges et surtout le caractère possiblement réducteur. Elle se demandera si les historiennes féministes n'ont pas eu tendance à plaquer sur le passé féminin une vision issue des comportements innovateurs et dynamiques liés à la réalité contemporaine du mouvement des femmes. Tournant le dos à un héritage légué par des modèles « féminins » qui renvoient à un univers de tradition, de conservation, de cycles à caractère répétitif, bref à un ordre ancien où elles ne se reconnaissent pas, les filles d'aujourd'hui font face à un ordre nouveau. Légué en grande partie par le mouvement féministe, celui-ci les confronte à une société où elles ont à négocier durement leur place. Cette réalité ne serait pas étrangère au choix délibéré de l'historiographie féministe de montrer un passé féminin marqué par l'action volontariste, l'innovation et l'affirmation de soi (Collin, 1993). Ce qu'une telle problématique refuse de prendre en considération, nous dit Collin, c'est la réalité passée de la vie et de la mémoire des femmes. Une réalité où les femmes n'ont pas toujours laissé des marques dans la mémoire collective, mais où, en revanche, elles n'ont jamais cessé de laisser des traces. Il s'agit, en fait, de traces importantes liées au quotidien, au répétitif, à l'entretien de la vie, à ce qui est périssable et pourtant indispensable, bref à ce qui « fait sens » au lieu de « faire date ». Collin met au défi l'historiographie féministe de prendre en charge cet aspect fondamental de la vie et de la mémoire des femmes, suggérant même que là où l'histoire avoue ses limites, l'ethnologie prenne la relève.

La problématique de Françoise Collin renvoie, au fond, aux multiples questionnements liés à la mémoire et à l'histoire d'une « culture » féminine. Un demi-siècle plus tôt, l'historienne Mary Beard dans *Women as Force in History* (1946), et plus tard des historiennes féministes telles que Gerda Lerner (1969), Carroll Smith-Rosenberg (1975-76) et bien d'autres par la suite, ont souligné la centralité de cette culture spécifique des femmes dans la reconstruction et l'interprétation du passé féminin. Il fallait, disait-on, restituer aux femmes la mémoire de ce qui fut leur univers, celui de la vie privée, où elles cessent d'être uniquement agies, mais où elles assument des responsabilités multiples qui s'accompagnent de l'exercice d'une certaine forme de pouvoir. Par ailleurs, la mémoire ethnologique, diront d'autres, risque de se contenter de décrire les formes du vécu, les coutumes et les façons d'être des femmes sans en interroger les conditions d'émergence et le sens. La tentation est grande de se cantonner alors derrière un appareil méthodologique sans faille qui dise le *comment* sans poser la question du *pourquoi*, qui affiche une mémoire sans faille, et ce, sur un mode soit (faussement) neutre, soit relevant d'une problématique fonctionnaliste qui renvoie invariablement à une soi-disant indispensable complémentarité des rôles sexuels. C'est d'ailleurs une telle approche que privilégie l'ethnologue Martine Segalen (1980), mais c'est aussi celle que critiquent des historiennes comme Cécile Dauphin *et al.* (1986). La mémoire restituée sous cette forme ne débouche-t-elle pas au fond sur un trou de mémoire ? Les rapports hommes-femmes auxquels renvoie l'univers des sentiments et des comportements évoqués dans cette perspective sont présentés comme un donné (naturel), alors qu'il est important pour les femmes de procéder à la déconstruction d'un tel donné. Il faudrait pour cela accepter d'analyser les rapports hommes-femmes à la lumière d'un discours social dont on devrait reconnaître au départ qu'il est marqué par des rapports de pouvoir.

C'est une approche de ce type que privilégiera l'historienne Joan Scott. Elle proposera d'interpréter le passé féminin à partir d'une problématique post-structuraliste intégrant une théorie du pouvoir empruntée à Michel Foucault (Foucault, 1969 et 1976). Scott mettra en relief le fait que les rapports hommes-femmes débordent la sphère des structures sociales et sont construits avant tout au niveau d'un univers symbolique. Celui-ci est structuré à son tour par un discours social dominant relatif à la féminité, discours qui ne parvient à s'imposer qu'au détriment des autres discours — dominés — qu'il réduit au silence. Ainsi, les constructions théoriques, les credos et les stéréotypes sur la féminité et la masculinité, le langage dans lequel ils s'expriment et les représentations qui les accompagnent n'auront réussi à s'imposer tout au

long de l'histoire que parce qu'ils sont parvenus à faire taire ou à marginaliser la parole des femmes et, bien entendu, l'univers culturel et matériel où s'inscrit cette parole (Scott, 1986 et 1988). Il faut voir que le discours social dominant est compris ici comme l'expression d'un pouvoir politique qui, selon la théorie foucauldienne, déborde la sphère étroite du politique entendu dans le sens traditionnel du terme. Ce discours de pouvoir se trouve à investir tous les lieux et à utiliser tous les instruments (diffus) de la construction et de l'imposition des symboles. La culture et la mémoire des femmes n'échappent donc pas à cette réalité, et aux multiples formes d'oppression et d'aliénation qu'elle comporte. Ce qui oblige à une lecture différente de l'univers de la culture féminine, ainsi que de la mémoire des femmes que cette culture informe.

On sait cependant que la déconstruction du discours social dominant pointe également vers l'émergence et la lutte des discours marginalisés. C'est ainsi que la mémoire des femmes alimente désormais une histoire féministe qui contribue graduellement à déconstruire à son tour le discours historiographique dominant. Opération de mémoire qui s'accompagne en fait d'une opération de pouvoir. Mémoire et histoire des femmes se retrouvent ainsi au centre d'une réinterprétation globale de la dynamique du changement social.

* * *

Au terme de cette analyse, la mémoire des femmes, aussi bien que l'histoire qu'elle alimente, s'avère le résultat d'un construit social. Certes, ni la spontanéité ni l'inconscient ne sont totalement absents des expressions immédiates ou lointaines de cette mémoire. Cependant, les souvenirs, heureux ou malheureux, que la mémoire collective des femmes ramène spontanément à la surface du temps présent se présentent le plus souvent en vrac à leur conscience. Comment interroger cette masse, ces bribes parfois désordonnées du passé féminin, de manière à leur donner un sens ?

Il est clair que la recherche d'un sens devient plus facile lorsqu'on procède à une mise en ordre de la mémoire. Un peu à la manière de la construction lente, patiente et réfléchie d'un album de famille où les photos viennent s'aligner à la bonne place (construction assumée d'ailleurs le plus souvent par les femmes). Mais il suffit de regarder attentivement ces mêmes photos jaunies pour se rendre compte qu'elles livrent beaucoup plus de choses que de simples images. La place qu'y occupent les hommes et les femmes, les expressions, les gestes traduisent non seulement des différences marquées, mais une hiérarchie des places et des fonctions. À l'histoire féministe revient dès lors la responsabilité de voir ces différences, de les interroger et de les interpréter.

Dangereuses, ces photos de famille qui risquent de parler là où l'on aurait parfois voulu qu'elles se taisent ? Peut-être bien. Ce n'est pas pour rien d'ailleurs que, jusqu'à l'aube d'une histoire féministe, les fonds d'archives constitués — ces albums de famille officiellement reconnus — avaient oblitéré la trace des femmes. Peut-être était-ce là un moyen de préserver et de construire une mémoire sociale sans risques, même si le risque le plus sérieux était qu'on débouchait, dès lors, sur une mémoire sociale tronquée et, partant, sur une histoire collective qui ne l'était pas moins.

Nadia FAHMY-EID
 Département d'histoire
 Université du Québec à Montréal
 C.P. 8888, succ. Centre-ville
 Montréal (Québec), Canada H3C 3P8

RÉSUMÉ

Cet article analyse le rapport entre la mémoire sociale des femmes et l'histoire féministe qui a vu le jour au cours des trente dernières années. L'hypothèse défendue ici est que mémoire et histoire s'alimentent réciproquement et qu'elles sont toutes deux le fruit d'un construit social. Toutes deux opèrent un tri dans le passé et l'ordonnent selon une

perspective particulière. Toutes deux s'inscrivent dans des rapports de pouvoir, rapports qu'elles reflètent en partie, mais qu'elles contribuent également à interroger et à remettre en cause. C'est ainsi que la mémoire des femmes et l'histoire féministe se sont avérées des éléments importants de conscientisation et de changement social.

SUMMARY

This paper analyses the relationship between women's social memory and feminist history which has made its appearance over the past thirty years. The hypothesis defended here is that memory and history feed into each other in a reciprocal way and that they are both the fruit of social construction. Both sort through the past and order it within a specific perspective. Both fall within the scope of relationships of power, relationships that they reflect in part, but that they also question and challenge. In this way, women's memory and feminist history have proved to be important elements in consciousness-raising and in social change.

RESUMEN

Este artículo analiza la relación entre la memoria social de las mujeres y la historia feminista aparecida en los últimos treinta años. La hipótesis aquí defendida es que la memoria y la historia se alimentan recíprocamente y que ellas son el fruto de una construcción social. Ambas operan una selección en el pasado y lo ordenan según una perspectiva particular. Ambas se inscriben en relaciones de poder, relaciones que ellas reflejan en parte, pero que ellas contribuyen igualmente a interrogar y a cuestionar. Es así que la memoria de las mujeres y la historia feminista se han revelado elementos importantes de concientización y de cambio social.

BIBLIOGRAPHIE

- ANGERS, Denise et Christine PIETTE (1988), « Critique féministe et histoire », in Roberta Mura, *Critiques féministes des disciplines*, Université Laval, Les cahiers du GREMF, n° 19, pp. 7-21.
- BAILLARGEON, Denyse (1993), « Histoire orale et histoire des femmes : itinéraires et points de rencontre », *Recherches féministes*, vol. 6, n° 1, pp. 53-68.
- BARRACANO-SCHMIDT, Dolores et Earl R. SCHMIDT (1976), « The Invisible Woman : The Historian As Professional Magician », in Berenice Carroll, ed., *Liberating Women's History*, Chicago, University of Illinois Press.
- BERTAUX-WIAME, Isabelle (1985), « Mémoire et récits de vie », *Pénélope*, n° 12, pp. 47-54.
- BOUCHARDEAU, Huguette (1977), *Pas d'histoire, les femmes...*, Paris, Syros.
- BOXER, Marilyn J. et Jean H. QUATAERT (1987), *Connecting Spheres*, New York, Oxford University Press.
- BRADBURY Bettina (1984), « Women's History and Working Class History », *Labour/Le Travail*, n° 19, pp. 23-43.
- CARR, E. H. (1961), *What is history ?*, Londres, MacMillan.
- CARROLL, Bernice, ed. (1976), *Liberating Women's History*, Chicago, University of Illinois Press.
- COLLIN, Françoise (1993), « Histoire et mémoire ou la marque et la trace », *Recherches féministes*, vol. 6, n° 1, pp. 13-23.
- COTT, Nancy F. (1977), *The Bonds of Womanhood*, New Haven, Yale University Press.
- DAUPHIN, Cécile et al. (1986), « Culture et pouvoir des femmes. Essai d'historiographie », *Annales E.S.C.*, n° 2, mars-avril, pp. 271-293.
- DE CERTEAU, Michel (1974), « L'opération historique », in J. LE GOFF et P. NORA (dir.), *Faire de l'histoire*, Paris, Gallimard, pp. 3-41.
- DEGLER, Carl (1980), *At Odds : Women and the Family in America from the Revolution to the Present*, New York, Oxford University Press.
- DEVREUX, Anne-Marie (1985), « La mémoire n'a pas de sexe », *Pénélope*, cahier n° 12, pp. 55-68.
- DOUGLAS, Ann (1977), *The feminization of American Culture*, New York, Avon Books.
- DUBY, Georges et Philippe ARIÈS, dir. (1985), *Histoire de la vie privée. De l'époque féodale à la Renaissance*, Paris, Seuil.
- DUFRANCATEL, Christiane et al. (1979), *Histoire sans qualités*, Paris, Galilée.
- DUMONT-JOHNSON, Micheline (1993), « Découvrir la mémoire des femmes », in *Devenir de femmes*, Montréal, Fidès, pp. 51-65.
- DUMONT-JOHNSON, Micheline et Nadia FAHMY-EID (1993), « Temps et mémoire », *Recherches féministes*, vol. 6, n° 1, pp. 1-12.
- EHRENBERG, Alain et al. (1996), « Le statut de l'histoire. Entretien avec Roger Chartier », *Esprit*, n° 255, octobre, p. 133-143.
- FAHMY-EID, Nadia (1991), « Histoire, objectivité et scientificité. Jalons pour une reprise du débat épistémologique », *Histoire sociale/Social History*, n° 47, pp. 9-34.
- FAHMY-EID, Nadia et Micheline DUMONT, dir. (1983), *Maîtresses de maison, maîtresses d'école*, Montréal, Boréal Express.
- FARGE, Arlette (1979), « Histoire ébruitée », in C. Dufrancatel et al., *L'histoire sans qualités*, Paris, Galilée, pp. 15-39.
- FORFREEDOM, Ann, ed. (1973), *Women Out of History : A Herstory Anthology*, Los Angeles, Forfreedom.
- FOUCAULT, Michel (1969), *L'archéologie du savoir*, Paris, Gallimard.
- FOUCAULT, Michel (1976), *Histoire de la sexualité. La volonté de savoir*, vol. 1, Paris, Gallimard.
- FRAISSE, Geneviève (1984), « Singularité féministe. Historiographie critique de l'histoire du féminisme en France », in M. Perrot (dir.), *Une histoire des femmes est-elle possible ?*, 1988, Paris, Rivages.

- GORDON, D. Ann (1976), « The Problem of Women's History », in B. CARROLL (ed.), *Liberating Women's History*, Chicago, University of Illinois Press, pp. 75-92.
- KELLY, Joan (1984), *Women, History and Theory*, Chicago, University of Illinois Press.
- LAVIGNE, Marie (1983), « Réflexions féministes autour de la fertilité des Québécoises », in N. FAHMY-EID et M. DUMONT, *Maîtresses de maison, maîtresses d'école*, Montréal, Boréal Express, pp. 319-338.
- LE GENRE DE L'HISTOIRE (1988), *Les cahiers du GRIF*, n° 37-38, Paris, Tierce.
- LE GOFF, Jacques (1988), *Histoire et mémoire*, Paris, Gallimard.
- LE GOFF, Jacques (1996), *Entretiens avec Marc Heurgon*, Paris, La Découverte.
- LEMIEUX, Denise (1989), *Les femmes au tournant du siècle*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture.
- LERNER, Gerda (1975), « Placing Women in History : A 1975 Perspective », in B. Carroll (ed.), *Liberating Women's History*, Chicago, University of Illinois Press, (1976), pp. 357-367.
- LERNER, Gerda (1979), *The Majority Finds its Past*, 2^e édition (1^{re} édition, 1969), New York, Oxford University Press.
- MARROU, Henri-Irénée (1954), *De la connaissance historique*, Paris, Seuil.
- MEAD, Margaret (1979), *L'un et l'autre sexe*, Denoël-Gauthier.
- MILLER-SOLOMON, Barbara (1985), *In the Company of Educated Women*, 1985, New Haven, Yale University Press.
- PERROT, Michelle (1982), « Histoire orale et histoire des femmes », *Bulletin de l'Institut d'histoire du temps présent*, Paris, Éditions du CNRS, n° 3.
- PERROT, Michelle (1984), *Une histoire des femmes est-elle possible ?*, Paris, Rivages.
- PERROT, Michelle (1987), *Histoire de la vie privée. De la Révolution à la Grande Guerre*, Paris, Seuil.
- PLANTÉ, Christine (1988), « Femmes exceptionnelles : des exceptions pour quelle règle ? », in *Les cahiers du GRIF*, Paris, Tierce, pp. 91-111.
- PRENTICE, Alison et Ruth Roach PIERSON (1982), « Feminism and the Writing and Teaching of History », in A. Miles and G. Finn, *Feminism in Canada*, Montréal, Black Rose Books, pp. 103-118.
- PROST, Antoine (1996), *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, Seuil.
- RIOT-SARCEY, Michèle et VARIKAS, Eleni (1988), « Réflexions sur la notion d'exceptionnalité », in *Les cahiers du GRIF*, Paris, Tierce, pp. 77-89.
- RYAN-JOHANSSON, Sheila (1976), « History' as History : A New Field or Another Fad ? » in B. Carroll, ed., *Liberating Women's history*, Chicago, University of Illinois Press, pp. 400-430.
- SCOTT, Joan Wallach (1988), *Gender and the Politics of History*, New York, Columbia University Press.
- SEGALEN, Martine (1980), *Mari et femme dans la société paysanne*, Paris, Flammarion.
- SEGALEN, Martine (1981), *Amours et mariages dans l'ancienne France*, Paris, Berger-Levrault.
- SMITH, Bonnie (1981), *Ladies of the Leisure Class : The Bourgeoises of Northern France in the Nineteenth Century*, Princeton University Press.
- SMITH-ROSENBERG, Carroll (1975-1976), « The Female World of Love and Ritual : Relations between Women in Nineteenth Century America », *Signs*, vol. 1, pp. 1-29.
- STRONG-BOAG, Véronica (1988), *The New Day Recalled. Lives of Girls and Women in English Canada, 1919-1939*, London, Penguin Books.
- VAN DE CASTEELE-SCHWEITZER, Sylvie et Danièle VOLDMAN (1984), « Les sources orales pour l'histoire des femmes », in M. Perrot (dir.), *Une histoire des femmes est-elle possible ?*, Paris, Rivages, pp. 59-70.
- VERDIER, Yvonne (1979), *Façons de dire et Façons de faire. La laveuse, la couturière, la cuisinière*, Paris, Gallimard.